

L'EMBARRAS EUROPÉEN

PAR CÉDRIC DURAND*

À PROPOS DE

Michel Husson,

«La sortie “sèche” de l'euro :
une triple erreur stratégique»,

22 août 2013, accessible en ligne
sur hussonet.fr.

En intitulant l'ouvrage qu'il a dirigé et publié aux éditions La fabrique *En finir avec l'Europe*, Cédric Durand ne pouvait que susciter protestations et cris d'indignation. La provocation était calculée, et les risques de malentendus assumés. Il s'agissait d'engager un dialogue polémique et pédagogique au long cours avec tous ceux qui hésitent encore à tirer avec toute la rigueur nécessaire les conséquences du désastre que constitue la grande entreprise de dé-démocratisation qu'est l'Union européenne. Cédric Durand répond ici à l'un de ses contradicteurs les plus exigeants, Michel Husson.

Connaissez-vous le syndrome Canfin ? J'ai découvert ce mal au mois de juin dernier lors d'un débat sur Mediapart avec l'actuel ministre de la coopération EELV. Flamboyante dans le cas considéré, la pathologie combine trois dimensions : d'abord, le malade proteste avec véhémence de son engagement plein et radical pour une Europe de gauche, arguant qu'il a été jusqu'à arborer un t-shirt «Stop Barroso» ; il assume ensuite une loyauté sans faille envers un gouvernement qui endosse le projet néolibéral européen (l'adoption du pacte budgétaire européen, le TSCG) et mène une politique économique encouragée par la commission Barroso (l'austérité, le pacte de compétitivité et l'ANI)¹ ; il en appelle enfin à la démocratie et à la force de ses sentiments européens pour justifier le grand écart, les équilibres politiques continentaux imposant une orientation qu'il admet volontiers être fort éloignée de ses aspirations socio-économiques profondes.

Au sein de la gauche radicale : accords...

Ce cas illustre un problème plus général : un projet de gauche peut-il faire l'économie d'un affrontement avec l'Europe ? Tout le monde au sein de la gauche radicale en convient, les politiques menées par l'Union européenne sont néolibérales, l'euro est un projet désastreux pour les salariés, et l'un comme l'autre doivent être combattus avec une détermination sans faille. Deux choses font en revanche débat. Premièrement, est-il possible de mener et de gagner la bataille en conservant le socle institutionnel de l'Union européenne et, *a fortiori*, de l'euro ? Et – c'est le second point – si l'on admet que ce n'est pas possible, convient-il de le dire ? Plus précisément,

est-il juste d'expliquer politiquement que la rupture est une condition indispensable à une politique de gauche conséquente ou bien faut-il plutôt cultiver l'ambiguïté afin de ne pas prendre le risque de renforcer les forces nationalistes, de conserver un «*moyen de pression décisif dans le bras de fer avec la finance et les institutions européennes*» et, enfin, de ménager l'idée européenne ?

Sur le premier point, la crise a fait son œuvre et bien peu espèrent encore à gauche une transformation progressiste de l'UE². La sauvagerie des politiques de dépossession mises en œuvre à travers l'austérité et les réformes structurelles s'accompagne d'une transformation qualitative de l'UE : le grand saut en avant dans l'intégration procède d'une dé-démocratisation aux allures autoritaristes. Le renforcement de la BCE et le mécanisme de la règle d'or donnent *post mortem* raison à Hayek : celui-ci louait en effet le caractère foncièrement pro-marché des avancées fédéralistes dès lors que le principe de concurrence est entériné. On comprend mieux ici la rationalité de la seconde récession que s'est auto-infligée le continent depuis 2011 : comme l'a souligné le président de la BCE Mario Draghi, le plongeon économique et social enclenché par les mesures d'austérité permet d'en finir avec le modèle social européen. C'est une attaque en règle contre la cristallisation institutionnelle de 150 ans de luttes ouvrières, dont l'objectif est de livrer la force de travail, nue, dévalorisée et désarticulée à son exploitation par le capital. Mais cette stratégie a quelques fâcheux effets secondaires, en particulier celui de tourner en ridicule le délire narcissique qui s'était emparé d'une partie des élites européennes dans les années

*Cédric Durand est maître de conférences en économie à l'université Paris 13. Il a publié *Le Capitalisme est-il indépassable ?* (2010) et *En finir avec l'Europe* (2013).

d'avant crise. Qu'il semble loin le temps où Jeremy Ryfkin, Jürgen Habermas ou Marcel Gauchet pouvaient écrire que la construction de l'UE dessinait une route vers «*une nouvelle terre promise*» et devait servir de «*modèle*» démocratique, écologique et social pour les nations du monde...

... et désaccords

Reste donc à discuter la manière d'aborder cette rupture avec l'UE. La ruse de la raison internationaliste que je défends considère que l'affranchissement du carcan néolibéral de l'UE n'apporte à elle seule aucune garantie de politique économique progressive ; l'État-nation n'est pas un refuge. Je rejoins en cela Michel Husson lorsqu'il dénonce la sortie sèche de l'euro comme une erreur stratégique et avance que «*la rupture avec l'eurolibéralisme n'a de sens que si elle se fait au nom d'un programme de rupture avec l'ordre néolibéral à l'intérieur de chaque pays*». Le problème est que la position de Michel Husson, bien qu'admettant formellement la nécessité d'une rupture, ne cesse au fond de la rejeter.

Son texte est ainsi exclusivement centré sur les faiblesses, les ambiguïtés voire les incohérences des argumentations de Jacques Sapir, Frédéric Lordon et Emmanuel Todd. Faisant feu de tout bois, le fil du sens politique se perd. Prenons un seul exemple, la question du financement du déficit extérieur, dans laquelle Husson voit la première erreur stratégique majeure.

La sortie de l'euro entraînerait immédiatement une fuite des capitaux. Or, nous dit Husson, la mise

en place d'un contrôle des capitaux qu'autorise l'abandon de la monnaie unique ne suffirait pas. En effet, pour un pays comme la France, dont la balance commerciale est déficitaire, il est impératif de continuer à attirer des capitaux. Dès lors, «*la sortie de l'euro donnerait aux marchés financiers un moyen de pression extraordinaire à travers la spéculation sur la nouvelle monnaie et déclencherait un cycle inflation/dévaluation qui mettrait à bas toute velléité de politique alternative*». Rester dans l'euro ne change cependant rien à l'affaire. Une politique alternative au sein de l'euro enclencherait immédiatement des mesures de rétorsion de la part du capital, ce qui se traduirait par un reflux des capitaux et une spéculation, non pas sur le cours de la monnaie – ce qui est impossible avec une monnaie unique –, mais sur les taux d'intérêts. Comme la crise de la périphérie européenne l'a amplement démontré ces dernières années, une spéculation sur les taux d'intérêts a des effets tout aussi déstabilisateurs qu'une spéculation sur les taux de change.

Sortie de l'euro ou pas, aucune expérience politique de gauche un tant soit peu ambitieuse ne peut s'exonérer de la question de la confrontation avec le capital et de ses lignes de fuite internationales. Il faut en passer par des mesures défensives, au premier rang desquelles une restriction de la liberté de circulation du capital et des marchandises. Il y a quelques années, dans le cadre d'un débat sur le protectionnisme, Michel Husson reconnaissait qu'une politique de transformation sociale nécessitait de «*mettre en place des mesures coercitives d'encadrement*». Il

EXTRAIT / SE RECENTRER SUR L'ESPACE NATIONAL POUR MIEUX REBONDIR ?

Cette «*ruse de la raison internationaliste*» est ainsi justifiée par Cédric Durand dans le livre qu'il a coordonné : «*Tandis que les classes dominantes sont puissamment organisées et coordonnées à l'échelle européenne (et plus largement internationale), les mouvements sociaux et les organisations de gauche demeurent fragmentés géographiquement, profondément ancrés dans les rythmes de leurs espaces nationaux. Ne disposant pas de leviers institutionnels pour investir le champ stratégique européen, les salariés n'influent d'aucune manière sur l'agenda intégrationniste qui ne peut de ce fait leur être que défavorable. Il faut donc rechercher une forme de rupture avec l'UE, ce qui implique, mécaniquement, d'en venir à un recentrage – au moins temporaire – sur un espace national de définition des politiques économiques et sociales.*»

Cette position n'implique pas forcément que son auteur soit en faveur de la sortie

de l'euro. Mais elle révèle une pensée stratégique singulièrement peu dialectique. On peut être d'accord avec le point de départ : la lutte des classes au niveau européen est inégale. Mais Cédric Durand commet l'erreur décisive de suggérer que le recentrage sur l'espace national permettrait à lui seul d'abolir le «*champ stratégique européen*». Il n'en est rien et tout recentrage ou rupture avec l'UE n'aurait de sens que s'il était mis à profit pour peser sur le champ européen à partir d'une stratégie d'extension. C'est toute la différence entre une stratégie de repli et une stratégie de rupture. Le repli repose sur une hypothèse de découplage immédiat et total entre le champ national et le champ européen qui permettrait d'abolir les pressions extérieures. C'est bien ce que théorise Cédric Durand quand il écrit que «*L'Europe n'est pas la question principale pour les gauches sociales et politiques. Leur problème n'est*

pas de prendre en charge une solution pour l'UE. L'essentiel est de repartir de ce qui est premier dans la crise économique : le chômage de masse». Une telle posture n'est pas critiquable en tant que «*repli national*» – et on pourrait s'épargner toutes ces pénibles dissertations sur le concept de nation – mais parce que l'hypothèse sur lequel elle repose est fautive. La stratégie de rupture et d'extension combine la rupture avec la construction d'une alternative européenne. Abandonner le champ stratégique européen ou prétendre s'en être libéré ne peut conduire qu'à des involutions nationalistes si le volet d'extension est absent.

Michel Husson, «*La sortie "sèche" de l'euro : une triple erreur stratégique*», 22 août 2013, accessible en ligne sur hussonet.fr.

ajoutait même, « *il faut le dire avant*³ ». Ce que nous a appris la crise de la périphérie européenne, c'est que, dans le cadre de la monnaie unique, la seule stratégie de défense face aux attaques spéculatives consiste à implorer la pitié de la Banque centrale européenne, de la commission et des autres gouvernements de la

Défendre le cadre européen est souvent perçu comme le moyen le plus sûr de couvrir le chant des sirènes nationalistes. Il n'en est rien.

zone euro pour qu'ils consentent à organiser la solvabilité de l'État menacé. Toute autre mesure revient à quitter l'Union économique et monétaire (contrôle des capitaux) ou l'UE (restrictions commerciales). Il faut le dire ! Et il faut en tirer des conclusions politiques : si la gauche radicale est en position de gouverner dans tel ou tel pays, va-t-elle négocier les conditions d'application de son programme avec Barroso, Draghi, Merkel ou leurs successeurs ? Le syndrome Canfin, voilà le danger.

L'ombre de l'extrême droite

L'embarras de l'auteur, on le saisit en filigrane, porte sur l'analyse de l'espace européen en tant que champ stratégique et sur l'attitude à adopter face à l'ombre de l'extrême droite. Les deux ne sont d'ailleurs pas sans lien. En effet, défendre le cadre européen est souvent perçu comme le moyen le plus sûr de couvrir le chant des sirènes nationalistes. Il n'en est rien. En suivant un tel schéma, la gauche s'enferme dans un piège mortifère : elle abandonne à l'extrême droite le terrain de l'opposition au principal projet des classes dominantes de ces dernières décennies, alors même que c'est de son camp que les critiques les plus acérées et les plus destructrices viennent. Elle abandonne aussi une certaine forme de cohérence : contre l'UEM et contre le traité de Lisbonne, nous argumentions qu'il fallait d'urgence construire une autre Europe, que celle-ci allait semer la désespérance sociale et finir par dresser les peuples les uns contre les autres ; ce projet est désormais réalisé et il déchaîne sa violence structurelle contre les populations. Dans ces conditions, le défendre, fût-ce pour le transformer, est difficilement compréhensible. Surtout si l'on explique par ailleurs que la rupture est inévitable.

La ruse de la raison internationaliste : un paradoxe qui n'en est pas un

Comme le souligne Immanuel Wallerstein, les transformations des frontières étatiques ont un contenu de classe : « *il est possible pour des groupes sociaux*

*particuliers de tirer parti de l'altération des frontières étatiques, d'où les mouvements de sécession (ou d'autonomie) et les mouvements d'annexion (ou de fédération)*⁴ ». La construction européenne a permis aux classes dominantes de déplacer les rapports de force sociaux à leur avantage, isolant des pans entiers de la politique économique de toute possibilité d'influence de la part des salariés. Défaire celle-ci dans le cadre d'un projet politique de gauche aurait un contenu de classe inverse. C'est même peut-être la seule façon de permettre aux gauches européennes de se donner une substance commune. Le paradoxe n'est ici qu'apparent. L'appartenance à l'UE n'implique en effet aucunement des régimes économiques synchronisés qui conduiraient à aligner les subjectivités et les résistances. C'est même le contraire qui se produit dans la mesure où les dynamiques inégales du développement capitaliste à l'échelle du continent ont contribué à la formation de trajectoires sociopolitiques fortement divergentes.

Trois principes pour une stratégie

Une stratégie partagée par les gauches européennes pourrait alors s'articuler autour de trois principes. Le premier est l'affirmation d'un programme qui permette de répondre à la crise économique, sociale et écologique. Le financement public d'un plan massif de création d'emploi dans les secteurs où les besoins sociaux sont les plus forts et les gains de productivité les plus faibles – comme l'éducation, la santé, l'environnement, le logement, la qualité de vie, les loisirs, l'agriculture de proximité – est une mesure qui associe réponse à l'urgence sociale et sortie du productivisme. Un tel plan nécessite de saper la souveraineté des marchés financiers, ce qui implique une annulation de la dette et une socialisation des banques qui de toutes façons n'y survivraient pas. Ces dispositions sont éminemment incompatibles avec l'acquis communautaire européen : la libre concurrence et la libre circulation du capital et des marchandises constituent le cœur même de ce sur quoi il faut agir pour porter une stratégie alternative. Dès lors – et c'est le second principe –, il faut assumer une rupture avec le cadre européen. Ce n'est certes pas une fin en soi, mais c'est un moyen indispensable. Dit autrement, si la rupture avec l'Europe n'est pas nécessairement progressiste, toute expérience de gauche passe par une rupture avec le socle institutionnel de l'Union européenne et, en particulier, de l'Union économique et monétaire.

Le troisième principe est celui de l'extension internationaliste. Où qu'elle se produise, la crise politique enclenchée au niveau national aura immédiatement une résonance puissante par-delà les frontières. Le nouveau pouvoir devrait s'adresser sans tarder aux peuples de la région et au-delà, exposer les raisons de



la rupture et faire des propositions coopératives aussi pédagogiques et spectaculaires que possible. On peut par exemple penser à la mise en libre circulation des brevets, l'annulation des créances passées, la proposition d'une monnaie commune dont les règles de fonctionnement favoriseraient des relations équilibrées entre les pays en faisant peser une partie de l'ajustement des balances commerciales sur les pays excédentaires et non sur celle des seuls pays déficitaires ou encore des coopérations industrielles et institutionnelles tournées vers la transition écologique.

Le débat européen est un champ de mine pour la gauche radicale. Craignant de perdre son âme internationaliste, elle frôle la paralysie, laissant le champ de l'europhisme conséquent à l'extrême centre (TINA) et celui de l'alternative à l'extrême droite. Ces adversaires prospèrent sur la confusion de nos arguments. Pourtant, est-ce si difficile de dire que l'internationalisme par en bas exige de rompre avec l'internationalisme du capital? C'est, il me semble, un moment de clarification dont nous ne pouvons faire l'économie.

NOTES

1. Voir *La Revue approfondie de la situation française* publiée par la commission le 10 avril 2013, p. 44.
2. Pour un panorama sur ce que la crise nous a appris de l'Union européenne, voir les contributions réunies dans Cédric Durand (dir.), *En finir avec l'Europe*, Paris, La fabrique, 2013.
3. « Le protectionnisme, est-ce la bonne solution ? », entretien entre Michel Husson et Jacques Sapir publié en 2006 dans *Les Cahiers de Louise*, et disponible sur le site de *Contretemps*.
4. Immanuel Wallerstein, « Class Conflict in the World Economy », *The Capitalist World Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979, p. 292.